



Conseil départemental de l'Éducation nationale 28 juin 2016

**Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil départemental,
Madame l'Inspectrice académique,
Mesdames, messieurs, les membres du CDEN,**

Nous souhaitons commencer notre propos sur l'actualité européenne. Moins d'Europe ou **mieux d'Europe** ? Construire une République sociale européenne n'est pas simple. Les populismes comme les souverainismes conduisent les peuples à l'impasse et nos pays à l'affrontement. Il faut réorienter les politiques économiques européennes, mettre en place une majorité alternative politique, citoyenne et populaire à l'échelle européenne. Cela permettra de faire valoir nos exigences sociales et environnementales. Avec, et dans le cadre du syndicalisme européen, l'UNSA prendra sa part pour construire ce mouvement. Ces derniers jours, des initiatives sont prises pour éviter la dislocation voulue par les nationaux-populistes et pour renouer avec une espérance européenne. Elles sont toutes utiles. Mais la responsabilité est aussi individuelle et elle implique un dépassement. Pour faire de l'Europe sociale une réalité, faisons de l'Europe politique une obligation.

Cette instance est également l'occasion pour nous d'évoquer les résultats de notre 4ème « **baromètre UNSA des métiers de l'Éducation** » qui a recueilli nationalement plus de 25 000 réponses. Cette consultation confirme les résultats des années précédentes : les professionnels de l'Éducation aiment leur métier (93,5%). Ils sont heureux de l'exercer (83%). Un peu moins d'un sur deux (46,4%, en progression par rapport à 2015) se sentent reconnus et respectés. Le pouvoir d'achat et les perspectives de carrières restent très largement en tête des préoccupations générales. Avec plus de 18 000 témoignages de points positifs et négatifs, les questions ouvertes apportent à l'UNSA Éducation et à ses syndicats un panel très riche de situations vécues. Il nous aidera à mieux prendre en compte les exigences collectives ou plus individuelles pour notre travail syndical de représentation et de revendication. Les conditions de travail et les besoins d'accompagnement sont des éléments négatifs centraux. Sur les dossiers éducatifs, il est intéressant de noter que plus de 92% des professeurs des écoles n'ont pas ressenti le besoin de citer en négatif les rythmes et plus de 85% des professeurs du secondaire ne l'ont pas fait, eux, à propos de la réforme du collège. Au niveau du département, le travail autour de la mise en place des rythmes devra se poursuivre, s'appuyer sur les réussites, mutualiser et plus généralement, avoir réflexion globale **autour des différents temps de travail des élèves.**

Un travail approfondi sur les données contenues dans cette enquête permettra à l'UNSA Éducation d'agir au plus proche des personnels que nous représentons. Nous alerterons également les responsables politiques qui se présenteront à la prochaine élection présidentielle. Il est déjà très clair que les professionnels de l'Éducation ont besoin d'engagements forts pour mener à bien leur mission et d'une plus grande cohérence entre les choix politiques et les réalités vécues sur le terrain. La priorité budgétaire doit continuer d'être donnée à l'Éducation et la poursuite de la refondation de notre système pour faire réussir chaque jeune doit, quant à elle, être confirmée.

A l'ordre du jour principalement, les **ajustements de carte scolaire 1^{er} degré**. Nous évoquerons donc les situations des écoles concernées. En accord avec les priorités fixées à l'issue du comité technique, nous interviendrons sur les blocages à la fermeture qui doivent être levés afin de rassurer les collègues qui sont en attente. Nous reviendrons aussi sur des situations de fermetures prises lors des dernières instances ainsi que des propositions d'ouvertures. En effet, les effectifs évoluent. Les chiffres annoncés en mars sont différents en juin. Aussi, nous vous demandons Mme L'Inspectrice académique, de faire confiance aux personnels que nous représentons pour prendre, dès ce CDEN, les mesures nécessaires : la marge qui le permet existe.

Nous, Unsa Education, continuerons à militer pour un système éducatif sans rupture, plus cohérent, permettant la réussite de tous les élèves et prenant réellement et concrètement en compte nos conditions de travail.

La délégation UNSA Education :

Jérôme BOUSQUET, Natacha ETOURNEAU, Anne MARCHAND, François MARTY